

CDESR (2008) 6
Orig. angl.
Strasbourg, 1^{er} février 2008

**Comité Directeur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(CDESR)**
7^{ème} session plénière
Strasbourg, 6 – 7 mars 2008
Salle 9 – 09h30

**L'UNIVERSITE ENTRE HUMANISME ET
MARCHE : REDEFINIR SES VALEURS ET
FONCTIONS POUR LE XXI^e SIECLE**
Rapport et Conclusions de la Conférence de lancement
(Strasbourg 20-21 novembre 2007)
Kathia Serrano-Velarde

Direction Générale IV: Education, Culture et Patrimoine, Jeunesse et Sport
(Direction de l'Education scolaire, extrascolaire et de l'Enseignement supérieur/
Division de l'Enseignement supérieur et de la Recherche)

POINT 6

Distribution: Délégations et observateurs auprès du CDESR
Document disponible sur <http://www.coe.int/t/dg4/education/restricted/>

Conférence du Conseil de l'Europe
*Les nouveaux défis pour l'enseignement supérieur européen : gérer la complexité
d'une société mondialisée*

Strasbourg, 20-21 novembre 2007

Kathia Serrano-Velarde
Rapporteur général

1) Introduction

1.1) Contexte de la conférence

La conférence « Les nouveaux défis pour l'enseignement supérieur européen : gérer la complexité d'une société mondialisée », qui s'est tenue au siège du Conseil de l'Europe, les 20 et 21 novembre 2007, constituait la conférence de lancement du nouveau projet phare sur l'enseignement supérieur, intitulé « L'université entre humanisme et marché : redéfinir les valeurs et le rôle de l'université du 21^e siècle ». Ce nouveau programme du Comité directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche (CDESR) envisage une mise en œuvre en trois phases successives, axées sur les interrogations suivantes :

- Quels sont les principaux défis qui se posent à l'enseignement supérieur et, plus généralement, aux sociétés contemporaines ?
- Quel type d'enseignement faut-il pour relever ces défis ?
- Comment l'enseignement supérieur doit-il être organisé ?

Ce nouveau projet du CDESR témoigne d'une nouvelle approche dans l'élaboration des politiques du Conseil de l'Europe. Les projets existants ont été réorganisés autour de grandes thématiques, contribuant ainsi à produire des synergies. Aussi l'intitulé de cette

conférence a-t-il volontairement été formulé de façon générale ; invitant à un débat ouvert et très large sur l'avenir des universités européennes, pouvant générer des idées nouvelles.

En fait, le but de ce projet est de considérer toute l'étendue des rôles et des fonctions exercés par l'enseignement supérieur et d'y porter un regard critique. S'il reconnaît pleinement l'importance de l'enseignement supérieur dans le développement économique, le projet cherche à aller au-delà des débats politiques actuels et de leur excessive focalisation sur les questions économiques. Son objectif est plutôt de réfléchir aux missions et aux valeurs de l'enseignement supérieur européen, éléments trop souvent ignorés par les discussions stratégiques et les calendriers de réforme. Ce projet phare est également le reflet des nouvelles priorités de l'agenda général du Conseil de l'Europe qui, depuis le sommet de Varsovie de 2005, a confirmé que la promotion du dialogue interculturel est l'un de ses objectifs politiques fondamentaux (Conseil de l'Europe, 2005a et b).

Ainsi, ce projet se propose d'élaborer une réflexion nouvelle et innovante sur les questions de dimension politique. Plus important encore, il débouchera sur l'esquisse d'un plan d'action, qui devra modeler l'évolution future des activités politiques du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'enseignement supérieur. S'agissant de cet agenda délicat, M. Gabriele Mazza, Directeur de l'éducation scolaire, extra-scolaire et de l'enseignement supérieur, a mentionné explicitement les difficultés rencontrées par le CDESR pour formaliser et faire approuver ce nouveau programme d'action par le Comité des Ministres. Il a affirmé la nécessité de prouver que les critiques se trompaient. Le CDESR aborde ainsi non seulement de nouvelles thématiques politiques, mais touche également un public nouveau et plus vaste. Qui plus est, il fait face aux pressions politiques demandant que soit démontré l'intérêt de la communauté universitaire et politique pour les questions de fonds de la politique éducative.

Sans aucun doute, la vigueur et la richesse des débats ont montré qu'il existe un intérêt pour un large questionnement sur les valeurs et les missions de l'enseignement supérieur à travers toute l'Europe. L'excellente qualité de l'organisation, les différentes contributions et discussions ont confirmé que le CDESR possède l'expérience et le savoir-faire nécessaires pour se lancer dans une entreprise politique aussi ambitieuse. Cependant, l'observateur attentif pourra peut-être chercher à savoir si le cadre d'ensemble de cette conférence, sa ligne générale ne manquent pas quelque peu de précision par rapport aux travaux menés précédemment par le CDESR dans le domaine des politiques de

l'enseignement supérieur (en l'occurrence sur les cadres de certifications et l'assurance qualité). Sur ce point, la conférence a prouvé – la remarque en a été faite à plusieurs reprises – la nécessité d'une meilleure structuration, nécessité liée à la nouveauté même du sujet. Même si cette première conférence peut être considérée comme un premier tour de table, permettant aux coordinateurs du programme d'identifier les grandes questions du débat, la difficulté demeure d'organiser les conférences futures et les débats de façon qu'ils débouchent sur des résultats politiques tangibles. A cet effet, les conclusions de cette conférence serviront de base de travail pour concevoir les activités futures du CDESR dans le cadre du programme phare.

1.2) *Les grandes questions au débat*

Les objectifs de la première phase du projet sont d'identifier les défis que les institutions et les acteurs de l'enseignement supérieur sont supposés relever, à savoir :

- *“Quels défis posés à la viabilité sociétale les individus et les sociétés modernes doivent-ils relever ?*
- *Quelle est la contribution de l'enseignement supérieur à la viabilité sociétale et quelle doit en être la teneur ?*
- *Quels types de défis l'enseignement supérieur doit-il relever dans les sociétés modernes ? Comment y fait-il face ?*
- *Quel type de connaissances/valeurs est nécessaire pour permettre aux citoyens d'agir dans les sociétés modernes, tant au niveau individuel que collectif ?*
- *Comment les établissements d'enseignement supérieur doivent-ils procéder pour transmettre ces types de connaissances ? » (CDESR 2007)*

L'un des principaux résultats de cette conférence aura été cependant, d'attirer l'attention sur la manière dont sont perçus les risques et les défis et en conséquence, sur la manière dont les décideurs politiques, les responsables de l'enseignement supérieur, les universitaires et les étudiants agissent sur ceux-ci. En effet, la conférence a remis en cause la vision même de la mondialisation, perçue comme un phénomène purement économique, en soulignant le caractère multidimensionnel, la multiplicité et la complexité des évolutions mondiales, qu'aucune interprétation humaniste ou marchande de l'action universitaire n'est en mesure d'appréhender seule.

Les participants ont clairement approuvé l'idée selon laquelle une vision unilatérale des problèmes risque de déboucher sur des solutions unilatérales, à courte vue. En conséquence, l'adoption d'une **approche différenciée** de la perception des évolutions mondiales, mais aussi la revendication d'une large **participation des acteurs concernés et de la société civile** au débat, à la conceptualisation et à l'application des solutions, sont primordiales. En outre, il est nécessaire de trouver un équilibre entre des décisions pléthoriques à court terme et le nécessaire travail de **réflexion à long terme**.

1.3) Contexte du présent rapport

L'objectif même du présent rapport est triple. Tout d'abord, nous passerons en revue et analyserons systématiquement les principaux arguments échangés lors de la conférence. Ensuite, nous tenterons d'établir un lien entre les thèmes discutés pendant ces deux journées et la ligne générale du nouveau projet du Conseil de l'Europe, à savoir redéfinir les valeurs et les fonctions d'une université coincée entre une interprétation initialement humaniste de ses missions et les forces du marché omniprésentes. Enfin, nous présenterons des conclusions pour le suivi, qui reprendront les principaux points soulevés lors de la conférence de lancement. Ces conclusions fourniront ensuite une base de travail à l'élaboration conceptuelle et à l'organisation de la prochaine conférence prévue dans le cadre du projet.

2) Réponses humanistes et du Marché aux défis de la mondialisation

2.1) Interprétation humaniste et interprétation du marché de la réalité de l'enseignement supérieur

En fait, la juxtaposition des termes « humanisme » et « marché » renvoie aux oppositions paradigmatiques telles que tradition/ modernité, ancien/moderne, stagnation/progrès. L'université européenne se trouve confrontée à la nécessité et, plus important encore, à l'impératif d'une réorientation. Il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau puisque les universités ont toujours réagi aux pressions de leur environnement en faveur d'un changement, et qu'elles l'ont toujours fait avec succès puisqu'elles figurent aujourd'hui parmi les institutions les plus anciennes au monde (Durkheim, 1990). Aussi pouvons-nous

nous demander pour quelles raisons nous invitons instamment aujourd'hui cette prestigieuse et vénérable institution à se réorienter :

- Qu'est-ce qui fait la spécificité de la situation présente par rapport aux précédents de l'histoire ?
- Jusqu'où doit aller le changement ?
- Les missions fondamentales de l'enseignement supérieur sont-elles en cause, ou bien s'agit-il plutôt d'une réorganisation du projet universitaire pour permettre aux établissements d'enseignement supérieur de mieux s'acquitter de leurs rôles fondamentaux ?

L'observation selon laquelle les institutions de l'enseignement supérieur sont coincées entre une définition humaniste et une définition marchande de leurs activités attire notre attention sur l'aspect normatif des réformes de l'enseignement supérieur et sur le terrain glissant d'une pensée animée par nos seuls désirs : quel type d'enseignement supérieur souhaitons-nous pour notre société ? Plus généralement, à quel type de société aspirons-nous (Sjur Bergan, 21.11.2007) ? Ce point est apparu à plusieurs reprises lors des débats, il est des plus essentiels pour comprendre les options stratégiques qui s'offrent aux responsables universitaires, aux décideurs, aux enseignants et aux étudiants. Nos désirs nous rendent plus que sensibles à certains sujets et aveugles à d'autres. Ils agissent comme une lentille à travers laquelle nous regardons le monde, en l'espèce ici les défis que doit relever l'enseignement supérieur ; ils servent de cadre à l'intérieur duquel nous choisissons des solutions. Ainsi, non seulement nos attentes ont un impact sur notre compréhension du monde (et des défis qui s'y rattachent), mais notre manière de percevoir ces défis a elle aussi des répercussions directes sur les décisions que nous prenons.

Cette conférence peut être considérée comme une première étape vers une discussion que nous espérons critique, constructive et source d'inspiration, sur l'avenir de l'enseignement supérieur, à partir d'une compréhension complète des défis planétaires auxquels il est confronté.

2.2) *Les missions de l'enseignement supérieur : bref historique*

Historiquement, les missions premières de l'enseignement supérieur vis-à-vis de la société ont toujours été de :

- transmettre les connaissances aux jeunes générations,
- faire progresser les connaissances fondamentales,
- assurer la qualification et la socialisation des élites politiques et économiques de la nation.

S'il s'agit là des missions générales de l'université, leur exécution a toujours été l'objet de grandes disparités – qui peuvent s'expliquer par des spécificités contextuelles dans la gestion des questions de responsabilité et de partage des compétences entre les établissements d'enseignement supérieur, les acteurs concernés et l'État (Neave, 2000, Weber/Bergan 2005).

Nous vivons désormais une époque où les hypothèses retenues concernant l'étendue, l'organisation et l'exécution de ces missions doivent être revues à la lumière des évolutions mondiales. Les participants à la conférence ont identifié les défis ci-après comme ayant des répercussions directes et profondes sur la manière dont est organisé l'enseignement supérieur, et ont exprimé leur besoin d'une analyse critique et d'une discussion de l'un ou l'autre de ces points :

- les tendances des marchés internationaux,
- les migrations,
- l'évolution technologique,
- les menaces environnementales,
- les menaces mondiales sur la sécurité des sociétés (à savoir, le terrorisme).

Au vu de ce constat, nous en appelons donc à considérer les questions ci-après pour la conceptualisation et l'organisation des conférences et forums de discussion à venir :

- Quels types de défis appellent une réponse de la part des établissements d'enseignement supérieur ?
- À quoi doit ressembler une réponse active à ces défis ?

- Comment l'enseignement supérieur peut-il devenir (une fois encore) réactif à la manière dont se profile le devenir des sociétés ?

S'agissant de ces questions, reprenons notre métaphore d'une université écartelée entre humanisme et marché, ainsi que le suggèrent les grandes lignes du projet phare. Nous dirons que les approches humanistes et marchandes peuvent se comprendre à la fois comme un filtre par lequel percevoir les défis du monde, et comme un répertoire de solutions toutes faites. Une vue unilatérale des défis ou des solutions risque d'entraîner de grandes insuffisances dans la manière de gérer la complexité et la diversité des phénomènes planétaires.

Ainsi que nous venons de le voir, l'« humanisme » et le « marché » sont deux manières d'interpréter la réalité. Ils sont la projection de deux visions sur la manière dont les universités doivent accomplir leur mission. Ces deux visions possèdent chacune leur point de vue particulier sur la responsabilité des universités vis-à-vis de la société et inspirent l'action des décideurs. D'un côté, nous avons affaire à la vision d'une communauté égalitaire et libre d'apprenants et de chercheurs en quête perpétuelle de vérité, engagés dans une boucle sans fin d'auto-analyse, d'introspection et de discussions critiques. L'université devient alors un lieu d'absolue liberté, libre de toute contrainte, dans lequel les étudiants (et les enseignants) peuvent travailler au perfectionnement de leurs talents individuels et devenir le type de personnes auquel ils sont prédestinés, à savoir être membre de l'élite politique et économique à laquelle la nation aspire. Quel que soit le temps nécessaire, quel qu'en soit le coût, il est de l'obligation morale de l'État de payer la note pour la socialisation et la qualification de la « crème » de ses citoyens (Humboldt 1910, Rothblatt/Wittrock, 1993). De l'autre, nous avons affaire au constat urgent que la connaissance est fondamentale pour la prospérité d'un pays. Cette vision, que l'on a baptisée « université entrepreneuriale » (Clark, 1998) ou « capitalisme universitaire » (Slaughter, 1997), propose un projet étonnamment concret pour réaliser une entreprise de la connaissance rentable et performante, dont la productivité va croissant pour un investissement décroissant. Dans ce modèle universitaire, les établissements d'enseignement supérieur lâchent sur le marché du travail, supposé dynamique, une foule d'étudiants qualifiés et adaptables, et servent d'usine à innovation pour la production industrielle.

Ainsi que le lecteur l'aura certainement déduit de notre présentation quelque peu caricaturale, nous concluons que ces deux visions sont entachées de graves imperfections,

et que leur application fidèle vire au cauchemar pour les décideurs, les responsables universitaires, les enseignants et les étudiants.

2.3) *Réorganisation de l'activité des universités : des réponses économiques aux défis planétaires*

Et pourtant, le deuxième type de vision ci-dessus recueille les suffrages de plus en plus nombreux des élites politiques européennes, ne serait-ce qu'en raison des politiques en faveur de la connaissance, dominantes dans l'agenda de Lisbonne de l'Union européenne, et de leur objectif de faire de l'Europe « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde » (Conseil européen, 2000). En effet, il semble que l'interprétation marchande de l'activité des universités fournisse un meilleur support pour s'attaquer à des défis qui dépassent les frontières nationales. En vertu de ce nouveau paradigme, les universités ne peuvent plus vivre sous la protection et la tutelle de l'État et doivent trouver par elles-mêmes les moyens de mener leurs missions dans une société mondialisée : « *les établissements d'enseignement supérieur ont cessé d'être un élément du système social pour devenir un élément actif de la prospérité de la société* » (Radu Damian, 20.11.2007).

Cette évolution doit être replacée dans le contexte de la stagnation économique, des coupes claires opérées dans les finances publiques et de la critique de la gouvernance de l'État. Dans ce cadre de lecture, l'enseignement supérieur est vu comme un marché d'organisations concurrentes, les universitaires sont considérés comme des entrepreneurs, et les étudiants à la fois comme les clients et comme les produits d'un nouveau secteur de services. Ce qui pourrait résonner comme une affirmation d'ordre idéologique est pourtant porteur de significations intéressantes eu égard à la protection des intérêts publics comme privés (souvent appelés, dans cet esprit, protection des consommateurs, assurance qualité), à l'aptitude à l'emploi (cadres de certifications professionnelles, compétences acquises) et à la mobilité des étudiants (système ECTS¹, supplément au diplôme). Comme nous l'a rappelé Edmund Cane, l'appréciation économique du système d'enseignement supérieur a sans aucun doute mené à des initiatives de la part du monde politique et universitaire pour assurer la « transparence (du marché) ». L'idée d'évaluer la qualité de tel ou tel processus de production, afin d'en assurer la comparabilité au niveau

¹ Système européen de transfert d'unités de cours capitalisables.

transnational, a ainsi joué un rôle vital pour la réussite du processus de Bologne et doit définitivement être poursuivie.

Nous assistons donc à une redéfinition de la place des universités dans la société, passées du rôle d'instrument d'intégration politique au sein de la nation à celui de maillon dans le processus productif d'une région transnationale.

Là encore, les universités sont engagées dans un processus général de modernisation. Et là encore, le chemin de la modernisation est jalonné de risques spécifiques. Si le risque afférent au processus de modernisation d'inspiration humaniste est celui d'un fossé allant grandissant entre le monde universitaire et les nécessités économiques et politiques de la gestion des affaires publiques (phénomène de la « tour d'ivoire »), les risques afférents à l'interprétation marchande de cette modernisation tiennent à la négation des facteurs sociaux et humains inhérents à l'enseignement supérieur (à savoir les motivations intrinsèques des enseignants et des étudiants, le désintérêt de la recherche fondamentale pour l'économique et la transmission des valeurs universelles et démocratiques). Est-il réaliste de considérer l'enseignement supérieur comme un processus parfaitement rationnel à corrélation directe entre investissement et produit ? Est-il possible d'affirmer que des universitaires, dont la plupart ont été formés dans le moule humaniste, puissent du jour au lendemain se muer en *homo economicus*, et leurs étudiants en maximiseurs d'utilité ? Nous osons affirmer que l'interprétation marchande de l'enseignement supérieur, quelque pragmatique et simple qu'elle puisse paraître, en particulier sous la forme d'un élégant agenda de réformes, est tout aussi éloignée des chemins du monde que ne l'est la vision humaniste.

Enfin, les participants ont remis en cause l'idée que la plupart des changements doivent intervenir en temps réel, être dynamiques et rapides, et que des institutions d'envergure internationale, à l'instar des établissements d'enseignement supérieur, doivent agir en conséquence. En fait, favoriser les processus de réflexion à long terme et un travail d'introspection critique pourrait être des plus constructifs à une époque où les horizons temporels rétrécissent et où les solutions simples sont privilégiées.

3) Conclusions de la Conférence

3.1) *Les contributions dans leurs grandes lignes*

La conférence a eu le grand mérite de relativiser la puissance des forces du marché et de montrer que les défis planétaires ne sont pas seulement de nature économique, mais que les réponses restent à l'heure actuelle formulées en termes économiques. Peter Scott a prôné une réponse différenciée à un tableau complexe et divers des défis. L'enseignement supérieur doit reprendre à son compte non seulement le credo économique de la compétitivité et de la rentabilité, mais aussi les valeurs publiques et collectives des mouvements sociaux planétaires et réagir aux questions sensibles que sont les clivages et les conflits culturels. Les universités deviendront ainsi les sujets des défis de la mondialisation, et non plus simplement les objets.

Caryn McTighe Musil a affirmé la nécessité de mener un débat politique sur les valeurs de la différence culturelle et de la diversité, et sur leur rôle dans le développement de l'individu, de la société et de la démocratie. Elle a brossé un tableau encourageant des effets stimulants que la discussion critique sur les valeurs de la diversité culturelle et sur l'intégration a exercés sur l'élaboration des politiques aux États-Unis, et a expliqué que ces sujets ont occasionné des débats passionnés sur la manière dont certaines valeurs traditionnelles, comme le « dialogue interculturel », peuvent fonctionner pour les décideurs.

Dans leur contribution essentielle sur les réformes de l'enseignement supérieur dans les pays en transition, Radu Damian et Edmund Cane² ont souligné le rôle considérable que les établissements d'enseignement supérieur, les enseignants et surtout, les étudiants, ont joué dans la formulation et la diffusion des valeurs démocratiques.

Mario Calderini a remis en cause la vision simpliste qui consiste à intégrer les établissements d'enseignement supérieur dans un cycle linéaire et homogène de production et d'innovation, en attirant notre attention sur le risque qu'une poignée d'établissements universitaires monopolisent la recherche sur l'innovation en Europe. Il a également insisté sur la nécessité d'un plan d'action prudent pour organiser la recherche sur l'innovation et la technologie, en particulier en ce qui concerne les questions de

² S'exprimant au nom de Genc Pollo, ministre de l'Éducation d'Albanie, qui n'a pu assister à la conférence en raison d'un ordre du jour législatif urgent.

financement et les programmes d'enseignement dans les universités de technologie européennes.

L'une des principales questions de la table ronde a porté sur la remise en cause du modèle politique de l'Union européenne, qui consiste à impliquer les établissements d'enseignement supérieur dans la production économique des États membres. Cette table ronde a réuni Andris Barblan (Magna Charta Observatory), Stef Beek (Union européenne des étudiants, ESU), Radu Damian (président du CDESR) et Pavel Zgaga (Université de Liubliana), lesquels, sous la présidence de Germain Dondelinger (membre du Bureau du CDESR), ont non seulement discuté des liens entre l'enseignement supérieur et le monde politique et industriel, mais se sont livrés à une réflexion en profondeur et toute en nuances sur la notion de « développement personnel ». La notion fondamentale de « l'idéal éducatif » (« *Bildungsideal* ») (Andris Barblan, 21.11.2007) est désormais tiraillée en permanence entre des valeurs universelles et humanistes d'une part, et la nécessité induite par les réformes d'une formulation concrète des compétences acquises.

Dernier point, et non des moindres : nous souhaiterions féliciter chaleureusement les participants pour leurs très précieuses contributions, et les remercier de s'être engagés résolument dans le débat et d'avoir solidement jeté les fondements sur lesquels structurer les conclusions du présent rapport.

3.2) *Quelques remarques sur les conclusions*

Les conclusions de la conférence prennent en compte les trois grandes thématiques évoquées dans les débats et les communications :

- Premièrement, les recommandations doivent prendre acte de la complexité des défis planétaires et de leurs dimensions économiques, sociales et culturelles.
- Deuxièmement, ces recommandations ne doivent pas viser seulement les décideurs politiques et les responsables universitaires, mais également les enseignants et les étudiants en tant que modélisateurs et acteurs de la vie universitaire. Leur implication et leur cohésion politiques sont essentielles à la réussite des établissements d'enseignement supérieur et de leurs missions fondamentales, dans un environnement mondialisé et complexe. C'est dans ce contexte qu'il nous faut situer la revendication d'une large participation, d'un dialogue ouvert et de

l'engagement citoyen, formulée tout au long de la conférence (Kohler/Huber 2006).

- Troisièmement, les recommandations doivent soutenir les établissements d'enseignement supérieur dans leurs initiatives destinées à réagir aux exigences extérieures tout en leur donnant les moyens de maîtriser leur destin, d'accomplir leurs missions de base et de se protéger contre l'influence trop grande de certains intérêts extérieurs. En effet, ces initiatives doivent leur donner des moyens suffisants pour qu'ils puissent élaborer leur philosophie et leur système de valeurs propres sur la nature de leur rôle et de leurs fonctions et sur la manière dont ils doivent relever les défis planétaires, indépendamment des attentes du marché.

3.3) *Conclusions de la rapporteuse générale*

Les dix conclusions ci-dessous sont classées en trois groupes, chacun répondant à un aspect particulier de la conférence :

- **Gérer la complexité** : concepts fondamentaux pour mener un débat ouvert à tous.
- **Gérer la diversité culturelle** : promotion du dialogue interculturel.
- **Agir dans un monde complexe et mondialisé** : engagement citoyen et responsabilité sociale.

Ces conclusions ne prétendent pas à l'exhaustivité et ne reflètent pas non plus la richesse et la complexité des discussions qui ont eu lieu pendant la conférence. Il convient plutôt de les considérer comme une base de discussion et de travail pour structurer les débats et l'action politique futurs.

Conférence du Conseil de l'Europe

*Les nouveaux défis pour l'enseignement supérieur européen : gérer la complexité
d'une société mondialisée*

Principales conclusions

Strasbourg, 20-21 novembre 2007

1) Gérer la complexité :

Concepts fondamentaux pour un débat ouvert à tous

- Inciter les décideurs et les acteurs concernés à **prendre dûment en compte la complexité des défis de la mondialisation** posés à l'enseignement supérieur et leurs dimensions économiques, politiques, sociales et culturelles.
- Engager les **décideurs, les acteurs concernés et la société civile** dans un **débat ouvert** sur la nature des défis planétaires et sur la réponse que doit apporter l'enseignement supérieur.
- Nécessité de mener des **discussions ouvertes, critiques et nuancées** sur l'enseignement supérieur dans les **médias**.
- Comment organiser les **budgets de l'enseignement supérieur** pour pouvoir gérer la complexité de l'environnement mondial (diversification, etc.) ?

2) **Gérer la diversité culturelle :**

Promotion du dialogue interculturel

- **Diversification** du corps étudiant et enseignant, des programmes d'études, du contenu des filières et des dispositifs directeurs (assurance qualité, etc.).
- Promotion du **dialogue interculturel** dans le cadre de l'enseignement supérieur et engagement dans des initiatives dynamiques conjointes, visant à définir un **plan d'action** concret à long terme.
- Travaux sur la **définition et la mise en application** de compétences et de qualifications interculturelles et interdisciplinaires (en particulier en ce qui concerne la politique linguistique dans les universités).

3) **Agir dans un monde complexe et mondialisé :**

Engagement citoyen et responsabilité sociale

- Considérer les établissements d'enseignement supérieur comme une **plate-forme et un vecteur d'opportunités, où des idées et des avis peuvent et doivent être échangés** et des attitudes développées, et où des mesures doivent être prises pour préserver la démocratie.
- Comment **l'autonomie des institutions** peut-elle être protégée pour le mieux dans une société où les interdépendances entre acteurs du public et du privé sont de plus en plus grandes ?
- **Soutien à des travaux de recherche (interdisciplinaire)** sur les rôles et les fonctions de l'enseignement supérieur dans les sociétés modernes et sur sa contribution à la cohésion sociale et au dialogue interculturel.

Bibliographie

Clark B. (1998) : *Creating Entrepreneurial Universities : Organizational Pathways of Transformation*. Oxford : Elsevier.

Conseil de l'Europe (2007) : *Recommandation du Comité des Ministres aux États membres relative à la responsabilité publique pour l'enseignement supérieur et la recherche*. CM/Rec(2007)6.

Conseil de l'Europe (2005a) : *Déclaration de Faro sur la stratégie du Conseil de l'Europe pour le développement du dialogue interculturel*. CM (2005)164.

Conseil de l'Europe (2005b) : *Plan d'action du Sommet de Varsovie, 16-17 mai 2005*. CM(2005)80 final, 17 mai 2005.

Conseil de l'Union européenne (2000) : *Conclusions du conseil européen de Lisbonne, 23-24 mars 2000*. <http://europa.eu.int> (29.03.2006)

Durkheim E. (1990) : *L'évolution pédagogique en France*. Paris : PUF.

Humboldt W. von (1910) : *Ausgewählte Schriften*. Berlin : Borngräber.

Kohler J. et Huber J. (2006) (Éd.) : *La gouvernance de l'enseignement supérieur entre culture démocratique, aspirations académiques et forces du marché*. Série Enseignement supérieur du Conseil de l'Europe, n° 5. Publication du Conseil de l'Europe.

Neave G. (Éd.) (2000) : *The Universities' Responsibilities to Society : International Perspectives*. Amsterdam: Elsevier.

Rothblatt S. et Wittrock B. (Éd.) (1993) : *The European and American University Since 1800 – Historical and Sociological Essays*. New York: Cambridge University Press.

Slaughter S. et Larry L. (Éd.) (1997) : *Academic Capitalism : Politics, Policies and the Entrepreneurial University*. Baltimore: Hopkins University Press.

Weber L. et Bergan S. (Éd.) (2005) : *The public responsibility for higher education and research*. Série Enseignement supérieur du Conseil de l'Europe, n° 2. Publication du Conseil de l'Europe.